

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APR2

Villages d'entreprises

ZI - RN 13

78270 Bonnières-sur-Seine

Code AIOT : 0006509756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2024 dans l'établissement APR2 implanté Village d'Entreprise Z.I. RN 13 78270 Bonnières-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APR2
- Village d'Entreprises Z.I. RN 13 78270 Bonnières-sur-Seine
- Code AIOT : 0006509756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société APR2 est implantée au sein du "village d'entreprises" de Bonnières-sur-Seine. Elle possède une autorisation d'exploiter un centre de démontage de produits électriques et électroniques en fin de vie délivrée par arrêté préfectoral du 10 janvier 2005. Les activités exercées par APR2 classent la société sous les rubriques ICPE : 2791-1(A), 3530 (A), 2714-2 (D) et 2711-2 (DC).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1 et 1.6.2	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.4.1 et 7.5.3	Sans objet
4	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
5	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de contrôler les suites des inspections menées le 20 juillet 2022 et le 26 janvier 2023. Parmi les non-conformités relevées lors des deux dernières inspections, une seule est maintenue à l'issue de la visite du 4 mars 2024. Elle concerne l'absence de plan des réseaux d'eau ne permettant pas à l'exploitant de justifier le respect de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.

La visite d'inspection du 4 mars 2024 a permis à l'Inspection des installations classées de constater une amélioration des conditions de stockage des déchets sur le site. L'équipe d'inspection a également pu constater le respect des volumes de déchets autorisés à être présents sur le site de l'exploitant dans le cadre de ses activités.

Une nouvelle non-conformité ne menant pas à une mise en demeure de l'exploitant a été prononcée. Cette dernière renvoie à l'absence de procédure écrite relative à l'identification de déchets susceptibles de contenir une batterie au lithium. Ce point est détaillé à la fiche 7 du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1 et 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Modification d'activité
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats :

<p>A l'issue de l'inspection du 20 juillet 2022 il avait été constaté la présence d'un broyeur et de son groupe électrogène associé, destinés à des activités de broyage de disques durs. Bien que ce broyeur était à l'arrêt au moment de la visite, l'Inspection des installations classées n'avait pas été informée de cette nouvelle activité, aussi, l'équipe d'inspection avait-elle demandé à la société APR2, conformément à l'article 1.6.1 et 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012, de transmettre un dossier portant à la connaissance (PAC) de l'inspection cette modification. Il avait également été demandé à l'exploitant de ne pas remettre en marche ledit broyeur.</p> <p>L'équipe d'inspection avait constaté par la suite, lors de la visite d'inspection du 26 janvier 2023 que le broyeur avait été mis hors service mais qu'il était encore présent sur le site. Néanmoins, le PAC n'avait toujours pas été communiqué à l'Inspection des installations classées. L'exploitant expliquait ce retard par des mouvements importants de personnel. La « non-conformité n°20220720 - NC3 » avait donc été maintenue.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection du 4 mars 2024 l'exploitant informe l'équipe d'inspection que les activités de broyage de disques durs ont cessé et que ces dernières ne seraient pas remises en fonctionnement.</p> <p>L'équipe d'inspection constate l'absence de broyeur sur site, ce qui permet d'appuyer les propos de l'exploitant.</p> <p>Non-conformité n°20220720 – NC3 :</p> <p>L'équipe d'inspection constate l'arrêt des activités de broyage de disques durs sur le site de la société APR2. La non-conformité prononcée à l'issue de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.4.1 et 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Le volume de confinement est supérieur à 1089 m³. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite d'inspection du 26 janvier 2023 l'exploitant avait présenté à l'équipe d'inspection le devis émis par la société « Mateca environnement » (REF Z634/1222) le 14 décembre 2022.</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la facture d'intervention de remise en état du système mobile « Thomas » de la société « Mateca environnement » datée du 26 mai 2023 (REF FC3542).</p> <p>Non-conformité 20220720 – NC6 :</p> <p>Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, la non-conformité prononcée à la suite de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est levée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes. (EU);
- les eaux pluviales de voirie susceptible d'être polluées (Epp);
- les eaux pluviales de toiture non polluées (Epn).

Constats :

L'exploitant n'est pas en capacité de communiquer à l'équipe d'inspection les éléments permettant de distinguer les différentes catégories d'effluents visés à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.

Ce point avait fait l'objet d'une non-conformité « Non-conformité n°20230126 - NC1 » à l'issue de la visite d'inspection du 26 janvier 2023. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que des démarches ont été initiées au cours de l'année 2023 auprès du propriétaire de la Zone industrielle afin d'obtenir des plans des réseaux d'eau. Il explique que ces échanges peinent à aboutir à la production desdits plans.

Non-conformité 20230126 – NC1 :

L'équipe d'inspection constate l'absence d'éléments permettant de satisfaire aux exigences de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.

La non-conformité n°20230126 – NC1 est **maintenue**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois, les éléments permettant de distinguer les différentes catégories d'effluents aqueux détaillées à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets - Utilisation de Trackdéchets
--

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui

reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection consulte le compte Trackdéchets de l'exploitant. Il est constaté le bon renseignement du numéro SIRET propre au site situé sur le territoire de la commune de Bonnières-sur-Seine.</p> <p>L'équipe d'inspection procède au contrôle par échantillonnage d'un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD).</p> <p>Le BSDD est daté du 7 septembre 2023 correspond à des déchets d'écrans cathodiques et plats dont le producteur est l'éco-organisme « Ecologic ». L'équipe d'inspection constate que le code déchets est bien renseigné (16 02 13*) pour un poids de 420 kg et que l'installation dans laquelle ont été expédiés ces déchets dangereux se trouve être la société APR2 dûment autorisée à les traiter.</p> <p>L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que les déchets ne sont autorisés à rentrer ou sortir de ses installations uniquement si l'ensemble des établissements impliqués dans le transfert et traitement des déchets possèdent un compte Trackdéchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée : I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs</p>

mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipement électrique et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection l'attestation de contrat relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques passé avec l'éco-organisme « Ecologic ».

Ce contrat daté du 2 janvier 2024, pour une durée d'un an, détaille les flux ou types d'équipements concernés ainsi que les actions que la société APR2 est autorisée à réaliser (collecte, préparation à la réutilisation, dépollution/traitement, etc.).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite de l'installation de traitement

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, déchargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un décanteur-séparateurs d'hydrocarbures adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ce décanteur-séparateurs d'hydrocarbures est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont gérées et collectées conformément à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.

<p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la fiche d'intervention n°13165573.1.1 de la société SVR relative au pompage et nettoyage du séparateur hydrocarbures. Cette intervention effectuée le 2 mai 2023 comprend également la gestion, par la société SVR, des déchets dangereux générés dans le cadre de cette intervention. A la lecture du Bordereau de suivi de déchets dangereux présenté par l'exploitant (REF BSD-20230426-K6VDYN310), l'équipe d'inspection constate la bonne gestion desdits déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention du risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédure en cas de défaut de tri</p>
<p>Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes.</p> <p>I. Une procédure permet d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés ou triés et traités.</p> <p>II. Les zones susceptibles de contenir à la fois des déchets combustibles ou inflammables et des batteries au lithium issues d'un défaut de tri en amont de l'installation font l'objet de mesures de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection la procédure rédigée permettant d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium.</p> <p>Il précise oralement la procédure telle qu'elle est appliquée : Lorsqu'un apport de DEEE arrive sur les installations de la société APR2 ces derniers sont immédiatement acheminés et entreposés au niveau de la zone d'attente. Un tri est effectué dans les 24 h par les opérateurs afin de séparer les déchets réutilisables de ceux qui ne le sont pas. Les déchets contenant des batteries lithium sont identifiés lors de ce tri. Les batteries lithium, une fois extraites des DEEE, sont mises dans des fûts étanches qui sont entreposés dans le conteneur dédié à cet effet.</p> <p>L'équipe d'inspection constate l'affichage des déchets autorisés à être stockés dans ledit conteneur. Cet affichage comprend également les mentions de danger associés à ce type de déchet.</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence à proximité directe du conteneur (moins de 2 mètres) d'un extincteur adapté.</p> <p>Non-conformité n°20240304 - NC - 1 :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la procédure d'identification des déchets de batterie lithium comme imposé à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées, sous un mois, la procédure d'identification des déchets contenant des batteries au lithium répondant aux exigences de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées, sous un mois, la procédure d'identification des déchets contenant des batteries au lithium répondant aux exigences de</p>

l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois